

# COMBAT OUVRIER



SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe  
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

MERCREDI 1er OCTOBRE 1975

EDITORIAL

GADELOUPE

## des centaines de jeunes enseignants au chômage

En dépit des déclarations officielles de ceux qui gouvernent et de leurs collaborateurs directs, la rentrée ne se présente absolument pas sans problèmes et dans de meilleures conditions que l'année dernière.

Cette année non seulement il y aura les éternels problèmes de locaux et de surcharge des classes, mais en plus il existe déjà un grave problème d'emploi pour les enseignants eux-mêmes, en particulier pour les plus jeunes d'entre eux.

Ils sont nombreux cette année à avoir été jetés au chômage. Bien loin de recruter massivement pour améliorer la qualité de l'enseignement en améliorant les conditions de travail, on a décidé de jeter massivement à la rue des enseignants.

En effet, l'administration rectorale admet qu'il faudrait créer sur la Guadeloupe uniquement, 44 CES. Or, il n'en existe que 9. Ces établissements sont pleins à craquer et les classes sont surchargées. Certaines disciplines ne figurent plus ou sont défavorisées dans l'emploi du temps des enfants.

Le Vice-Rectorat lui-même, sentant venir la catastrophe, demandait d'urgence au ministère la création de 61 postes de professeurs certifiés ; il n'en obtint que 17. Conséquence : 80 enseignants titulaires de la licence, ou de deux années de DUEL ou de DUES sont jetés à la rue pour des raisons d'économie budgétaire.

Pour la surveillance, défectueuse dans

tant d'établissements, les syndicats sont unanimes à constater que la création de 300 postes s'imposent. Il n'en a été créé qu'un seul. Deux cents candidats ont vu ainsi leur demande rejetée. Un seul poste de "conseiller d'éducation" est créé sur 70 qui sont nécessaires.

Dans le primaire, la situation n'est guère plus réjouissante. Des instituteurs suppléants sont mis au chômage par centaines. On leur a proposé de passer le concours d'entrée à l'école normale d'instituteurs. Il y a près de 400 candidats et l'on offre 30 places. L'hypocrisie du vice-recteur et de ses chefs ne peut être plus flagrante.

Les diplômés désormais grossiront les rangs de l'armée des chômeurs.

La rentrée scolaire 75 est loin donc d'être ce que Bambuck essaie de faire croire en développant à la télévision et la radio des fausses vérités, quand ce ne sont point des mensonges ouverts.

Cette catastrophe bien orchestrée, montre s'il en était besoin, avec quel mépris l'administration coloniale et ses hommes à tout faire traitent les parents, les élèves et les enseignants.

Mais cette année, la coupe risque d'être trop pleine. Il ne serait pas étonnant que cette fois le mécontentement n'éclate.

\* \* \* \*

PORTUGAL

## le gouvernement veut normaliser la situation

Le gouvernement de AZEVEDO, en place depuis quelques jours, essaie de reprendre en main la situation. Il s'agit pour ce nouveau gouvernement auquel participe le parti communiste, de normaliser la situation.

C'est ainsi que les stations de radio qui jusqu'ici étaient soit occupées par des travailleurs, soit bénéficiaient d'une très grande liberté pour publier leurs informations ont été occupées par l'armée.

Le nouveau gouvernement soutenu par le parti socialiste et une partie des militaires, veut montrer ainsi qu'il est décidé à rétablir l'ordre. C'est-à-dire qu'il veut reprendre peu à peu les libertés conquises depuis un an par les travailleurs et les soldats dans les casernes.

Ces faits montrent bien quel avenir le gouvernement des militaires, même avec la participation des partis de gauche, prépare aux travailleurs.

Il est urgent que ceux-ci se donnent un programme politique indépendant des militaires et du gouvernement qu'ils dirigent.

Car si depuis un an, les travailleurs portugais ont accompli des pas importants et acquis une grande expérience au cours de tous les événements qui se sont succédés, il n'empêche que, plus que jamais, il leur est nécessaire d'avoir une direction qui les conduise à la lutte indépendamment des militaires, qu'ils soient de droite ou de gauche.

MARTINIQUE

## LAMENTIN : L'INCURIE DU RECTORAT

L'incurie de l'académie Antilles-Guyane se fait jour au CES du Lamentin. En effet, cet établissement comptait quelque 2400 élèves, ce qui est déjà un scandale, la norme prévue étant de 1200. Aussi, la décision fut prise de dédoubler l'établissement, c'est-à-dire de créer un autre CES au quartier "place d'armes". Bien, dira-t-on, le problème a été résolu. Eh bien, non! Car personne ne sait au jour de la rentrée quels enseignants seront affectés à chacun des deux.

Les enseignants reçoivent tout simplement un arrêté de nomination au CES du Lamentin. Résultat : les emplois du temps ne sont pas encore prêts et les élèves risquent de perdre plusieurs jours de ce fait. Face à cela, on verra certainement Lassale, le recteur, et Lucien, le vice-recteur, déclarer comme chaque année que la rentrée s'est faite à 100%, et que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes enseignants.

\* \* \*

GOSIER

## UNE RENTRÉE DANS LE DÉSORDRE

A Gosier, la rentrée scolaire ne s'annonce pas des plus roses. En effet, d'ores et déjà, nous savons comme les années précédentes que la cantine ne fonctionnera pas, que les locaux resteront dispersés dans tout le bourg et tout aussi défectueux. De très graves problèmes encore une fois perturberont la rentrée et ce sont bien entendu les élèves qui en pâtiront.

Nous donnerons de plus amples informations sur la grave situation scolaire de Gosier dans nos prochaines parutions, car tous les parents et élèves, tous les enseignants doivent savoir ce qui se passe.

# Grosse-Montagne UN TRAVAILLEUR MUTILÉ PAR L'USINE, EST LAISSÉ DANS LA MISÈRE.

Il ya maintenant plus d'un an, un travailleur de Grosse-Montagne, VATI DES-TAINVILLE, était victime d'un accident de travail très grave. Il avait été brûlé par une solution de soude caustique alors qu'il précédait au nettoyage d'une cuve. La gravité de ses brûlures l'avait contraint à rester plus de six mois à l'hôpital. Suite à ces incidents en dépit de tous les soins qui lui furent dispensés, Vati se trouve privé d'un oeil, d'une oreille et de l'usage du bras droit. En plus il porte sur tout son corps des séquelles de cette brûlure. Au sortir de l'hôpital, la Sécurité Social reconnaissant qu'il y avait faute inexcusable de l'em-

ployeur acceptait de lui verser une rente d'incapacité de 50%, puis de 68% après réclamation. En fait l'état actuel de Vati, selon son medecin traitant, nécessite une rente de 100%. Mais quand bien même Vati obtiendrait ces 100%, cela ne ferait pas le compte. Ainsi après avoir été exploité des années durant, un travailleur se voit privé de ressources suffisantes et jeté pratiquement à la rue, telle une orange dont on jette la peau après avoir bu le jus. Déjà les travailleurs de Grosse-Montagne dénoncent ce scandale et réclame réparation pour Vati.

La dénonciation de ce scandale doit s'amplifier. Il faudra aller encore plus

loin, Vati doit pouvoir bénéficier du concours de tous ceux qui dans ce pays sont épris de justice dans le cas où plainte serait portée.

## LE PLAN DE SOUTIEN DANS LE BATIMENT.

Le conseil général de la Martinique, vient de prendre une magnifique mesure sociale : l'attribution de 500 logements supplémentaires pour l'année 76.

Ce projet représente du travail pour à peine 100 ouvriers pendant un an.

Il n'y a vraiment pas de quoi pavaiser Messieurs du Conseil Général !

## Espagne LA PEUR des ASSASSINS

Ainsi, en dépit des manifestations qui se sont déroulées un peu partout dans le monde pour exiger la vie sauve pour les cinq militants Espagnols condamnés à mort, Franco le dictateur sénile les a fait exécuter. Ces jeunes âgés de vingt à trente-trois ans sont tombés parcequ'ils luttèrent les armes à la main contre la dictature franquiste.

En fait le crime de Franco trouve son explication dans la nature du régime qu'il dirige. Un régime qui après avoir massacré des milliers de travailleurs, de révolutionnaires avec des armes fournies par l'Allemagne de Hitler l'Italie de Mussolini en 1936 se perpétue en maintenant l'Espagne sous une dictature féroce. Et malgré cela, les travailleurs, les révolutionnaires n'ont jamais abandonné la lutte. Toutes les lois d'exception, tous les assassinats, tous les crimes n'ont jamais eu raison de la volonté des travailleurs de jeter ce régime pourri. Et la férocité de Franco qui est bien sûr le garant des intérêts des classes possédantes espagnoles, n'a d'égale que la peur de ceux-ci.

Et ils ont raison d'avoir peur, car si après quarante ans de dictature Franco n'a toujours pas mis les travailleurs Espagnols au pas, ce n'est pas aujourd'hui qu'il le fera. Les assassinats n'y pourront rien.

## Fort-de-France DRAGAGE se rebelle

Il y a quelques jours les ouvriers de dragage protestent contre la réduction du temps de travail... et du salaire par les patrons sous prétexte d'incendation. Après entrevue syndicat-patron, les travailleurs obtinrent que le travail reprennent normalement.

Encore une victoire de ceux du Bâtiment.

Directeur de publication M.E. ZOZOR  
Commission paritaire : N° 51 728  
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre  
Correspondence : G. BEAUJOUR  
B.P. 214 P.A.P.  
B.P. 386 F.D.F.  
4ème supplément au mensuel N° 53

## Saint-Martin APRES LE DELUGE... L'HYPOCRISIE DE L'ADMINISTRATION COLONIALE.

Dix jours après les inondations provoquées par les pluies torrentielles, le préfet Le Cornec vient de déclarer Saint-Martin "zone sinistrée".

Les informations sur ce sujet mettent l'accent sur les aides portées par l'état, les secours...les crédits...etc. Vraiment, toutes les occasions sont bonnes pour faire de la publicité sur la générosité de la "France nourricière". Notons d'ailleurs que dans ces cas, les crédits intéressants vont toujours aux riches, alors que les pauvres arrivent à grand peine à attraper une couverture ou un matelas.

Mais le cynisme n'est pas réservé aux hautes sphères, et la presse aux ordres enchaîne sur le même ton, paternaliste autant que méprisant.

France-Antilles se permet de déclarer : "La plupart des dégâts causés aux particuliers sont dus à leur indisciplin".

## LIVRES A LIRE LA JUNGLE

Vient de paraître un livre qu'il faut lire à tout prix. Il s'agit de : "La jungle" de Upton Sinclair, publié dans la collection 10/18 - n° 954 et 955.

C'est un tableau extrêmement saisissant de l'existence du prolétariat américain. On y voit les conditions abominables dans lesquelles vivaient et travaillaient les ouvriers américains au début de notre siècle.

On voit dans quelles conditions effroyables pour les travailleurs s'entassaient les richesses de la bourgeoisie américaine.

Là comme ailleurs le capital est né "dégouttant de sang et de boue des pieds à la tête".

Ainsi, lorsque les pauvres ont des difficultés, lorsqu'ils meurent même, victimes de la misère sous une forme ou une autre, ce sont eux qui s'organisent mal, eux qui ne respectent pas les normes de sécurité.

Ce que France-Antilles ne dit pas c'est que les immigrés récents originaires de la Guadeloupe, des Iles anglaises ou d'Haiti venu à la recherche d'un emploi ne trouvent aucune structure d'accueil leur permettant de se loger correctement dans des régions salubres, avec des adductions d'eau... Le gouvernement au service des capitalistes se moque totalement des conditions d'habitat des travailleurs et préfère éventuellement voté des crédits qui vont dans la poche des grosses sociétés.

## POINTE-A-PITRE SUPERETTE VILLE LES EMPLOYES ONT DES RAISONS D'ETRE MECONTETS.

Les conditions de travail se détériorent de jour en jour à Supérette ville.

C'est ainsi qu'un samedi par mois nous devons effectuer l'inventaire après les heures de travail normales, autrement dit après la fermeture de 15h.

Non seulement nous n'avons pas de prime d'ancienneté, mais nous devons être sur nos postes de travail 5 minutes avant 8 heures.

La demi journée de repos hebdomadaire nous est supprimée la veille de jour de fête pour le profit de Mr. Paulin.

Il n'est admis pour les caissières qu'une tolérance d'une erreur de 20 frs et la première récidive, elles risquent un licenciement sans indemnité.